



**PRÉFET  
DES BOUCHES-  
DU-RHÔNE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement de  
Provence Alpes Côte d'Azur**

Unité départementale des Bouches-du-Rhône  
16 rue Zattara CS 70248  
13333 Marseille

Marseille, le 29/11/2024

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 22/4/2024

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **CHAUX DE LA TOUR**

1 Chemin des Chaux de la Tour  
13820 La Redonne

Références : D-2024-1439  
Code AIOT : 0006401622

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 22/04/2024 dans l'établissement CHAUX DE LA TOUR implanté 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 Ensues-la-Redonne. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- CHAUX DE LA TOUR
- 1, chemin des Chaux de la Tour 13820 Ensues-la-Redonne
- Code AIOT : 0006401622
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Usine qui produit de la chaux à partir du calcaire extrait dans la carrière limitrophe et/ou celle de La Mède (même groupe Lhoist).

Les trois fours (à combustion) peuvent être alimentés par de la biomasse (pépins de raisins, et grignons d'olives), du gaz naturel et du RPB (résidu de pétrole brut). **Le four n°3 est à l'arrêt depuis fin 2020 ainsi que le four n°2 depuis janvier 2023 (pour raison économique).** Seul le four n°1 est en fonctionnement lors de l'inspection.

### **Thèmes de l'inspection :**

- Rejets atmosphériques, en particulier les poussières
- Retour sur la dernière visite d'inspection de 2023.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### **2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Émissions diffuses de poussières (convoyeurs)	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 3.4	Demande de justificatif à l'exploitant	7 jours
4	Plan d'actions de réduction des poussières	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 2.1	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Combustibles utilisés	AP Complémentaire du 05/09/2013, article 5	Sans objet
2	Suivi de l'empoussièrement	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1	Sans objet
5	Contrôle des rejets canalisés de poussières (autres que ceux des fours)	AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.1	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant doit transmettre des justificatifs un délai court relativement à la maîtrise des émissions de poussières, pour démontrer son retour à la conformité.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Combustibles utilisés

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/09/2013, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Rejets atmosphériques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les combustibles autorisés pour l'alimentation des fours à chaux sont :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- le gaz naturel (GN)</li> <li>- les combustibles sains résultant de la biomasse : pépins de raisins et sciure de bois</li> <li>- le fioul lourd et le résidu de pétrole brut (RPB)</li> <li>- le coke de pétrole.</li> </ul> <p>La répartition globale annuelle des consommations de combustible est approximativement la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 10 % de GN</li> <li>- 30 % de biomasse</li> <li>- 30 % de RPB</li> <li>- 30 % de coke de pétrole.</li> </ul>

<p>Cette répartition reste susceptible de variation suivant les possibilités d'approvisionnement et de marché.</p> <p>Toutefois, si ces variations sont notables et susceptibles de modifier les conclusions de l'étude de risque sanitaires, celle-ci devra être mise à jour et transmises à la DREAL avant la modification envisagée.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>La situation au 22/4/2024 est la suivante :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• un seul four en fonctionnement (four n°1)</li> <li>• répartition globale des combustibles sur l'année glissante (mars 2023/mars 2024) : 55 % de RPB et 45 % de biomasse (pépin de raisin)</li> <li>• Depuis le 22/4/2024 : 100 % GN selon Lhoist</li> <li>• Le coke de pétrole n'est pas utilisé</li> <li>• Perspectives utilisation combustibles à court moyen terme selon Lhoist : 100 % biomasse</li> </ul>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant sous 7 jours :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• transmet son plan d'approvisionnement à date pour les années 2023 et 2024 avec la répartition globale des consommations de combustibles</li> <li>• en cas d'écart notable avec la répartition prescrite dans arrêté préfectoral, il confirme que les conclusions de l'étude de risques sanitaires ne sont pas modifiées.</li> <li>• indique son plan d'approvisionnement prévisionnel pour 2025, et confirme que les conclusions de l'étude de risques sanitaires ne sont pas modifiées</li> </ul>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Suivi de l'empoussièrement

<p><b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/04/2021, article 6.1</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Retombées de poussières</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les objectifs retenus pour la surveillance des retombées de poussières, avec un système de jauges sont pour les jauges installées en point de type b) du PdS :</p> <p>0,35 g/m2/jour en moyenne annuelle glissante à compter des campagnes démarrées au 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Une seule jauge de type b) (jauge n°5)</p> <p>Dernière campagne du 05/02/2024 au 06/3/2024 : résultats conformes</p> <p>L'objectif d'empoussièrement (0,35 mg/m2/j pour les jauges de type b) en moy. annuelle glissante) est respecté.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

**N° 3 : Émissions diffuses de poussières (convoyeurs)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/04/2021, article 3.4
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de l'air/poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Les installations de transport de produits minéraux susceptibles de dégager des poussières sont munies de dispositifs de capotage ou de confinement, complétés si besoin par des dispositifs de brumisation ou d'aspiration permettant de réduire autant que possible les envols de poussières.
<b>Constats :</b> Tapis convoyeurs T405, 615 et 616 : capotés Pour le capotage des tapis T611 et T612 : commande prévue fin mai 2024
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  L'exploitant transmet, dès réception du présent rapport, la preuve que les tapis convoyeurs T611 et T612 sont désormais capotés (facture acquittée, photos,...).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 7 jours

**N° 4 : Plan d'actions de réduction des poussières**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/04/2021, article 2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Pollution de l'air/poussières
<b>Prescription contrôlée :</b> (...) En outre, ce plan de surveillance définit toutes les dispositions utiles que l'exploitant met en place sur les installations pour éviter ou limiter l'émission et la propagation des poussières canalisées et diffuses. Il précise les conditions et les périodicités d'entretien des dispositifs mis en œuvre afin qu'ils gardent en permanence une efficacité maximale. Ces dispositions, ainsi que les améliorations programmées, sont décrites dans le plan de surveillance, mis à jour à chaque modification importante des conditions d'exploitation et au moins tous les cinq ans.
<b>Constats :</b> Le plan global d'actions de réduction des émissions de poussières n'est pas formalisé dans un document unique synthétique.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>  Le plan global d'actions de réduction des émissions de poussières, formalisé dans un document unique synthétique (avec calendrier, coûts,...), est transmis sous 1 mois.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**N° 5 : Contrôle des rejets canalisés de poussières (autres que ceux des fours)**

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 09/04/2021, article 4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières
<b>Prescription contrôlée :</b>  Des mesures du débit rejeté, de la concentration et des flux de poussières des rejets canalisés doivent être effectuées (...) - 2 fois par an si le flux total des rejets canalisés est supérieur à 7 000 m3/h
<b>Constats :</b>  Lors de l'inspection, l'exploitant indique que les mesures ont été réalisées semaine 14. Le rapport du prestataire Aneco (cinq dépoussiéreurs : "chaux vive", "atelier dolomie", "hydrateur", "ensacheuse" et "atelier bigbag") a été reçu le 20/5/2024 : les résultats sont conformes (VLE poussières égale à 20 mg/Nm3).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite